



19^e réunion du Comité directeur de l'ISP – 18 novembre 2015

Résolution d'urgence sur le terrorisme

Le vendredi 13 novembre 2015, plusieurs attaques simultanées ont été perpétrées à six endroits de la capitale française, ôtant la vie à 129 personnes et blessant au moins 300 autres. L'Internationale des Services Publics et ses affiliés tiennent à exprimer leurs plus sincères condoléances aux familles des victimes de ces terribles attentats, toute leur sympathie aux personnes blessées, ainsi que leur profonde consternation face à ces actes abjects d'une violence extrême.

Nous nous tenons aux côtés du peuple français, de ses syndicats et de l'ensemble des travailleurs/euses des services de sécurité, de santé et d'urgence, qui ont figuré en première ligne lors de ces attaques sanglantes. Le courage admirable des médecins et des équipes médicales, du personnel ambulancier, des forces de police, ou encore des pompiers, témoigne du rôle crucial des services publics pour la société. De telles atrocités mettent en lumière le caractère essentiel des services publics, ainsi que la nécessité de les renforcer, et non de les affaiblir. De telles situations d'urgence nous rappellent l'importance de la gouvernance publique et de l'offre de services publics, afin d'assurer la sécurité de la population.

En tant qu'organisation syndicale, l'ISP réaffirme son opposition à tous les actes de violence perpétrés à l'encontre des civils et déplore les attaques brutales qui surviennent aux quatre coins du monde. Le 18 mars 2015, trois terroristes ont attaqué le Musée national du Bardo à Tunis, la capitale tunisienne, coûtant la vie à 23 personnes et blessant 50 autres. Le 26 juin, 38 personnes ont été tuées, et au moins 39 autres blessées, à Sousse, une station balnéaire tunisienne. Le 31 octobre, une attaque contre un avion charter russe dans la péninsule du Sinaï, en Egypte, a ôté la vie aux 224 personnes qui se trouvaient à bord. Ces attaques visent clairement à affaiblir davantage des gouvernements et des économies déjà fragilisés, en mutilant l'industrie du tourisme et en exacerbant le chômage.

Le 10 octobre, à Ankara, 96 personnes ont perdu la vie et 250 manifestant(e)s pacifiques ont été blessé(e)s dans un terrible double attentat à la bombe. Des affiliés de l'ISP, membres de la DISK et de la KESK, participaient à un rassemblement pour la paix, appelant à mettre un terme à la reprise du conflit entre les forces de sécurité kurdes et les turques. Le 12 novembre dernier, la veille des attentats de Paris, deux kamikazes ont tué 43 personnes et en ont blessé 239 autres dans la capitale du Liban, lors d'une attaque orchestrée par l'Etat islamique. En outre, nous condamnons fermement la terreur instaurée par Boko Haram au Nigeria et au Cameroun, ainsi que les actes d'une extrême violence à l'encontre des populations civiles en Syrie, en Irak, en Libye, au Yémen, en Arabie saoudite, comme dans d'autres régions du monde.

Ces attaques visent à insuffler la peur et la haine, pour ainsi engendrer une spirale de violence encore plus extrême. Si les auteurs de ces crimes odieux, et ceux qui les soutiennent, doivent être identifiés et traduits en justice, nous ne devons pas perdre de vue les racines de cette terreur. En cette période de tensions accrues et d'instabilité permanente en Syrie, comme dans d'autres pays de la planète, nous devons veiller à ne pas chercher de boucs émissaires ni tirer de conclusions erronées. Nous devons unir nos forces et affirmer notre détermination à œuvrer en vue de trouver une solution pacifique aux conflits qui poussent de plus en plus de personnes à fuir les régions dévastées par la guerre.

Il n'y a pas de justice sans paix, tout comme la paix ne pourra régner sans justice. Nous appelons les gouvernements à poursuivre sur la voie démocratique et à prendre des décisions politiques garantissant non seulement la paix, mais également la justice. La mort de milliers d'innocent(e)s ne peut aucunement venir justifier une nouvelle course à l'armement ni la violation des droits civils et politiques, et ce, tant au Nord qu'au Sud. Nous devons tout mettre en œuvre pour que la liberté d'expression et la liberté d'association ne puissent être restreintes sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. Nous appelons plutôt à des investissements accrus dans les services d'éducation, de santé et autres services publics essentiels, qui revêtent une importance capitale pour l'édification de sociétés inclusives.

L'ISP et ses affiliés des quatre coins du monde réaffirment leur unité et leur solidarité, pour bâtir un monde de paix, de tolérance et de justice, qui conduise à un avenir meilleur pour tous.

L'Internationale des Services Publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.